

Directeur de publication : Anthony Requin

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

n° 338 • Juillet 2018

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR> • [LinkedIn](#)

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dette négociable de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

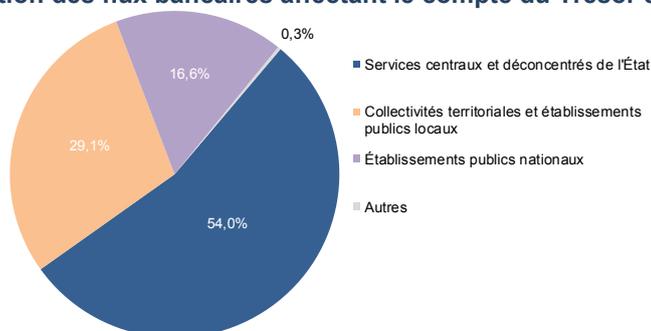
La gestion de la Trésorerie de l'État par l'Agence France Trésor

L'une des missions de l'Agence France Trésor est de gérer la trésorerie de l'État en s'assurant que celui-ci dispose à tout moment et en toutes circonstances des moyens nécessaires pour honorer ses engagements financiers.

Les trésoreries de l'État, des établissements publics et des collectivités territoriales sont centralisées sur le compte unique du Trésor.

Dans le but d'optimiser la gestion de trésorerie de l'État et l'endettement public, et donc le coût de la dette pour le contribuable, l'ensemble des liquidités fait l'objet d'une mutualisation sur le compte unique du Trésor, logé à la Banque de France. Ce compte retrace les opérations du budget de l'État, les opérations financières de l'AFT, mais également celles des correspondants du Trésor, c'est-à-dire des organismes, comme les collectivités territoriales et les établissements publics, qui déposent leurs fonds sur le compte unique du Trésor. Ainsi, les mouvements financiers exécutés par plus de 5 000 comptables publics s'imputent quotidiennement sur le compte unique du Trésor, pour un volume moyen quotidien de 16,9 milliards d'euros l'an passé.

Répartition des flux bancaires affectant le compte du Trésor en 2017



Source : Agence France Trésor

L'AFT assure le pilotage en temps réel de la trésorerie de l'État qui s'appuie sur des prévisions de court et moyen terme.

Le compte du Trésor doit présenter chaque soir un solde créditeur. Cet impératif résulte de l'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui prohibe l'octroi d'avances des banques centrales aux trésors nationaux.

Afin de respecter cette obligation des traités, et pour honorer en toute circonstance la signature de l'État, l'AFT suit en temps réel l'exécution des flux de recettes et de dépenses et s'appuie pour cela sur un système d'annonces préalables des flux les plus importants par les comptables publics, un ou plusieurs jours avant leur occurrence. Ces annonces permettent de disposer d'une vision très précise du solde prévisionnel du compte du Trésor la veille de la date d'imputation des flux.

De plus, l'AFT conduit un travail de prévision à moyen terme. Un profil prévisionnel de trésorerie glissant à un an est bâti afin d'anticiper les mouvements les plus importants. Sur cette base, l'AFT prend les décisions concourant à un lissage du solde du compte du Trésor.

En particulier, l'évolution du profil de trésorerie est utilisée pour déterminer le volume de bons du Trésor (BTF) à émettre chaque semaine.

En parallèle, les excédents de trésorerie font l'objet de placements quotidiens, sous réserve que le rendement proposé par les contreparties soit supérieur à la rémunération offerte par la Banque de France pour la conservation de ces liquidités. Ces opérations de placement sont réalisées sous forme de dépôts à court terme ou de prises en pension de titres d'État. L'encours quotidien moyen des placements s'est ainsi élevé à 9,7 milliards d'euros au premier semestre 2018.

Le secteur financier français semble résilient tandis que les risques pour la stabilité financière restent contenus



À la mi-2018, le contexte macro-financier européen reste marqué par un environnement de taux bas et des politiques monétaires assurant une liquidité abondante, ainsi qu'une consolidation de l'activité économique soutenant une hausse du crédit. **Dans ce contexte, le secteur financier français semble résilient tandis que les risques pour la stabilité financière sont traités de manière préventive par l'autorité macroprudentielle française – le Haut Conseil de Stabilité Financière.**

Dans son dernier rapport d'évaluation des risques du système financier français publié en juin, la Banque de France met en exergue deux risques en lien avec l'accélération du cycle financier en France. Cette accélération s'accompagne de vulnérabilités relatives à l'endettement du secteur privé, dont les risques restent toutefois modérés à deux égards.

- D'une part, l'endettement des ménages français augmente et atteint 58,4 % du PIB au 4^{ème} trimestre 2017. **Les risques associés à l'endettement des ménages sont limités notamment par la pratique de taux d'intérêt fixes en France, qui prémunit les foyers contre une remontée des taux d'intérêt.** À noter par ailleurs que les cas et l'encours moyen de surendettement des ménages sont en nette diminution depuis 2015.
- D'autre part, l'augmentation de l'endettement brut des sociétés non financières (SNF), qui s'établit à 71,8 % du PIB au 4^{ème} trimestre 2017, reflète notamment leurs besoins d'investissement pour répondre à l'amélioration des perspectives de demande domestique et mondiale ainsi qu'aux pressions exercées sur leurs capacités de production. Cette hausse de l'endettement est notamment portée par les grandes entreprises et, au sein de ce groupe, par les plus endettées d'entre elles. Sur les derniers trimestres, ce dynamisme de l'endettement se retrouve aussi bien dans le crédit bancaire que dans la dette de marché. Cependant, trois facteurs modèrent les risques liés à l'endettement des SNF, notamment en cas de remontée des taux d'intérêt. (i) **L'augmentation de l'endettement brut s'accompagne d'une hausse concomitante des fonds propres des SNF, conséquence du redressement de leurs marges.** (ii) Par ailleurs, **l'endettement net de liquidités (trésorerie et actifs de court terme détenus) – proche de 43 % du PIB – présente un profil de croissance sensiblement plus modéré que l'endettement brut** (+19 points de PIB entre les premiers trimestres 2005 et 2018 pour l'endettement brut mais seulement de +10 points de PIB pour l'endettement net sur la même période), reflétant une accumulation de liquidités des SNF dans un contexte de baisse du coût de financement. (iii) De plus, comme le souligne une étude de la Banque de France, **l'octroi de nouveaux crédits cible les entreprises les plus rentables et les plus productives**, signe d'une allocation efficiente des ressources financières.

La Banque de France identifie également des risques de marché. Ils ne sont pas l'apanage de la France, mais rendent compte plus généralement des risques de correction du prix des actifs mondiaux, notamment aux États-Unis, compte tenu de la valorisation élevée observée sur certains compartiments des marchés actions et sur les segments les plus risqués des marchés obligataires d'entreprises. L'épisode de correction boursière déclenché en février 2018 est à ce titre illustratif de l'instabilité que les révisions brusques d'anticipations des acteurs de marchés sur le rythme de normalisation monétaire peuvent initier sur les marchés financiers. Cette correction, déclenchée aux États-Unis face aux craintes d'un resserrement plus rapide qu'attendu des conditions financières, a eu un effet de contagion sur les marchés européens.

Mandaté pour « exercer la surveillance du système financier dans son ensemble, dans le but d'en préserver la stabilité et la capacité à assurer une contribution soutenable à la croissance économique », le Haut Conseil de Stabilité Financière a récemment adopté deux décisions préventives. La première est ciblée et vise le risque lié à l'endettement des sociétés non financières. Elle limite à un niveau maximum de 5 % de leurs fonds propres éligibles les expositions des banques systémiques françaises sur les grandes entreprises non financières les plus endettées. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018 pour une durée de deux ans. D'une part, elle permet de renforcer la résilience des banques face au risque de défaut d'une entreprise. D'autre part, elle constitue un signal aux acteurs pour attirer leur attention sur ce risque et s'assurer d'une bonne discipline de marché. La seconde est une mesure large et relève le coussin de fonds propres contra-cyclique, de 0 % actuellement à 0,25 % à compter du 1^{er} juillet 2019. Les banques disposent d'un an pour se mettre en règle avec la surcharge en fonds propres ainsi définie. Prenant acte de l'amélioration du contexte macroéconomique et de l'accélération du cycle financier, il s'agit de constituer des réserves supplémentaires de capital à même d'être mobilisées en cas de retournement ultérieur du cycle financier, afin de renforcer la résilience des banques et contribuer ainsi à maintenir l'offre de crédit aux PME.

Disclaimer : cette tribune a été réalisée avec l'aimable contribution du Pôle d'analyse économique du secteur financier de la direction générale du Trésor.

Références bibliographiques :

[Rapport annuel 2018](#), Haut Conseil de Stabilité Financière (Juin 2018)

[Évaluation des Risques du Système financier français](#), Banque de France (Juin 2018)

Calendrier indicatif d'adjudication

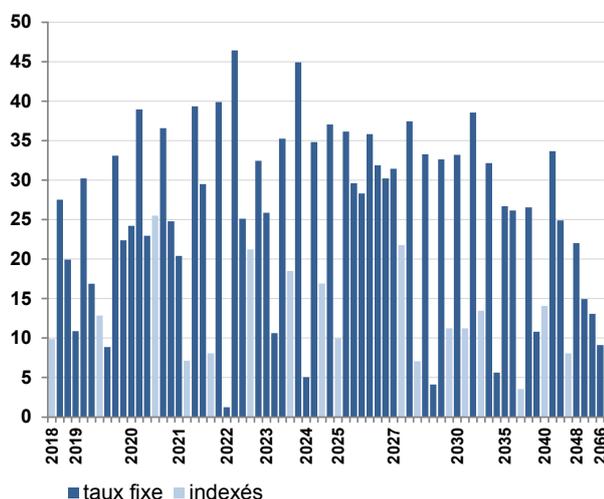
		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Août 2018	date d'adjudication	6	13	20	27	2	2	2
	date de règlement	8	15	22	29	6	6	6
Septembre 2018	date d'adjudication	3	10	17	24	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	26	24	10	24

adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 30 juin 2018

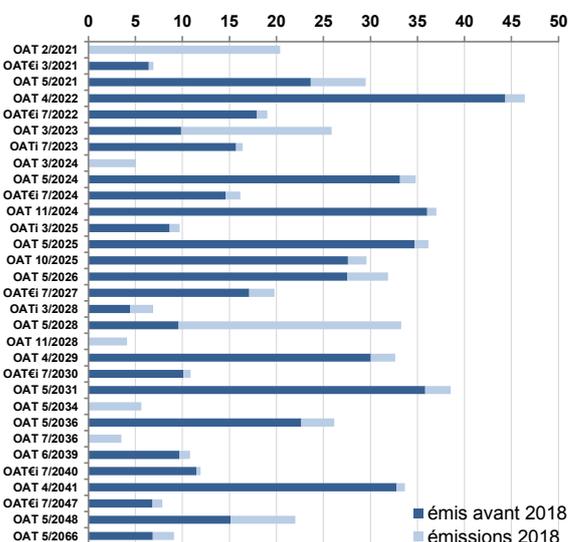
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : émissions de l'année et cumul au 30 juin 2018

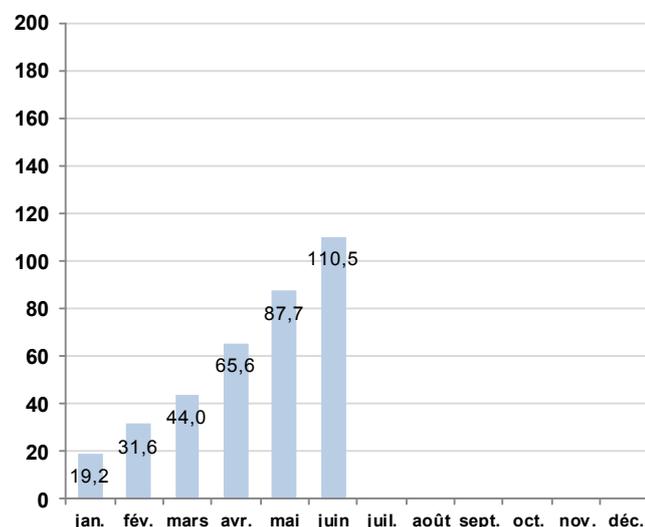
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 30 juin 2018

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et long terme : échéancier prévisionnel au 30 juin 2018

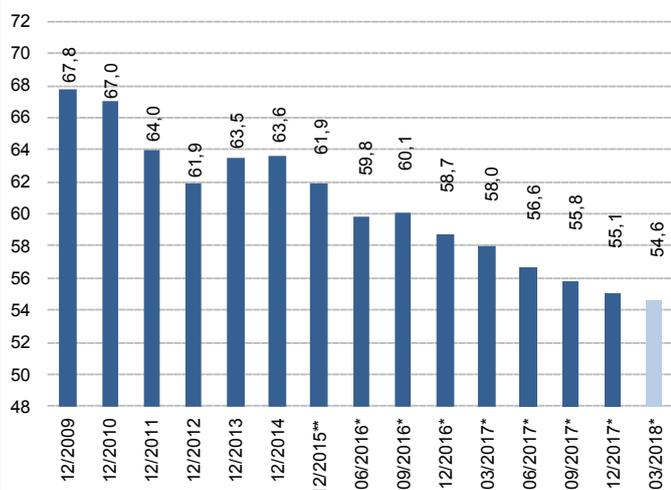
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
juil-18	3,0	9,9
août-18		
sept-18		
oct-18	13,7	27,5
nov-18	1,4	19,9
déc-18		
janv-19		
févr-19		10,9
mars-19	0,0	
avr-19	13,5	30,2
mai-19	5,7	16,9
juin-19	0,2	

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1^{er} trimestre 2018

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



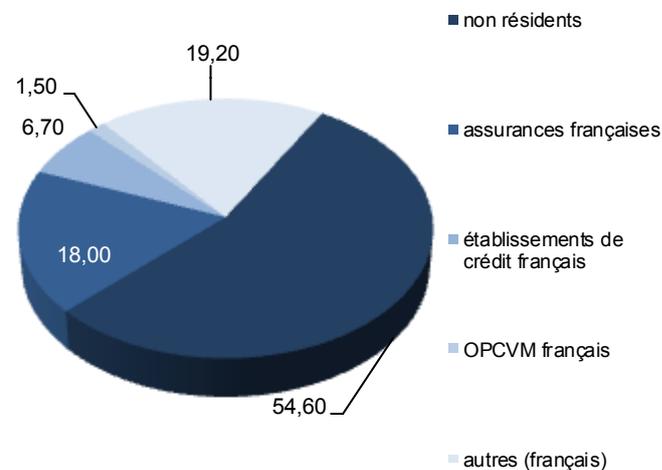
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1^{er} trimestre 2018

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 30 juin 2018

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 613 796 505 077
Encours démembré	62 651 934 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 173 jours
Total Dette à Court Terme	128 063 000 000
Durée de vie moyenne	109 jours
ENCOURS TOTAL	1 741 859 505 077
Durée de vie moyenne	7 ans et 318 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État depuis fin 2015 au 30 juin 2018

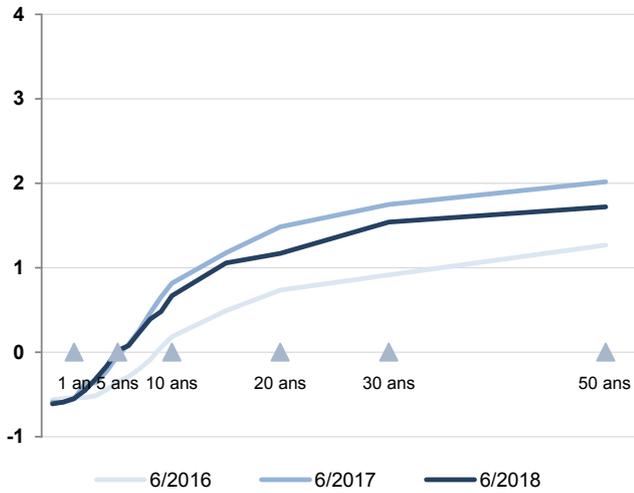
En milliards d'euros

	Fin 2015	Fin 2016	Fin 2017	Fin mai 2018	Fin juin 2018
Encours de la dette négociable	1 576	1 621	1 686	1 721	1 742
<i>dont titres indexés</i>	190	200	202	218	220
Moyen et Long Terme	1 424	1 487	1 560	1 590	1 614
Court Terme	153	134	126	131	128
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans				
	47 jours	195 jours	296 jours	336 jours	318 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

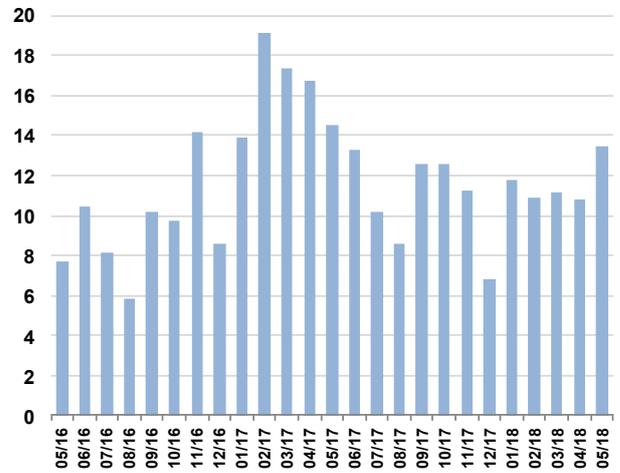
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

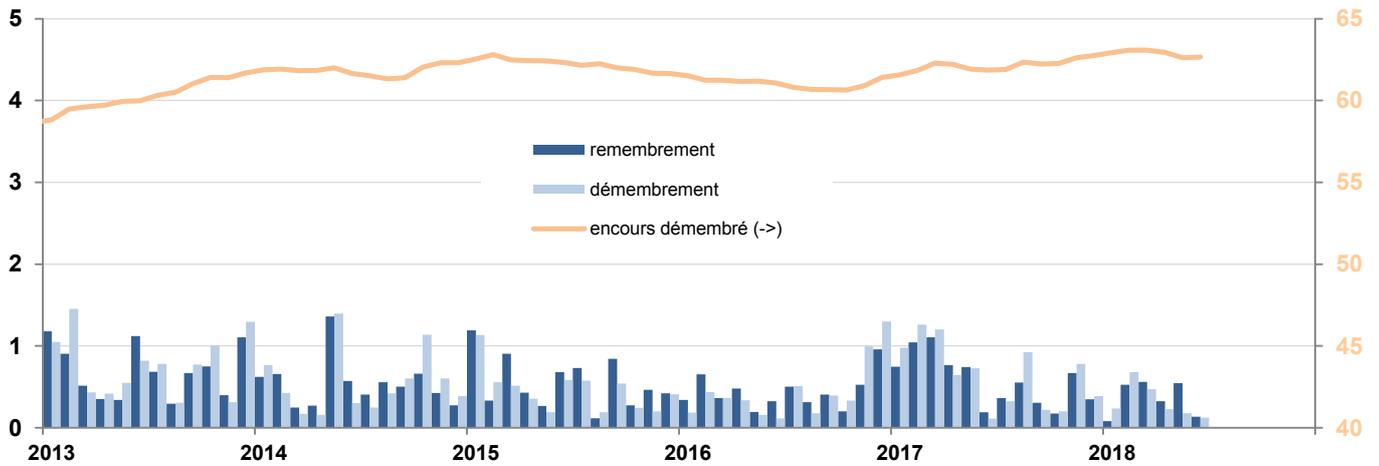
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

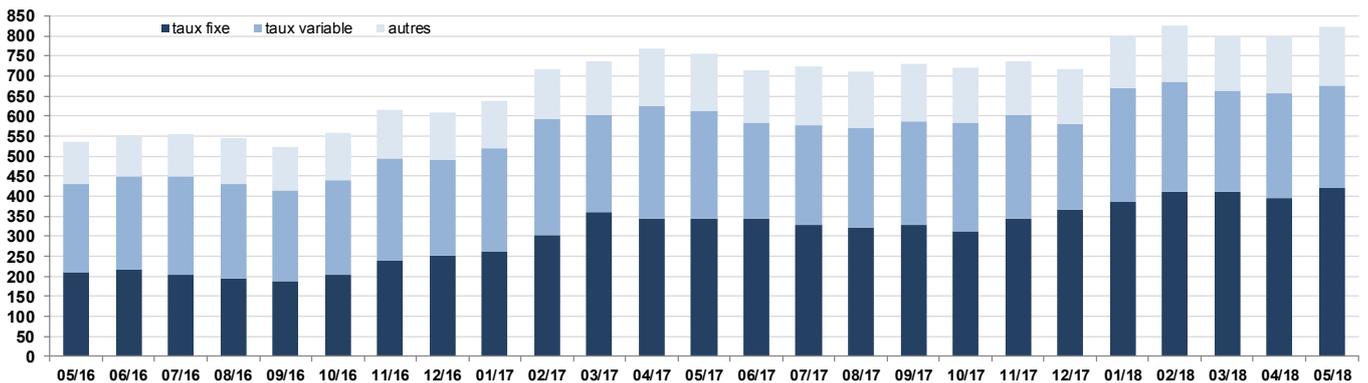
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 30 juin 2018

	Échéance	Encours (€)
BTF	4 juillet 2018	6 333 000 000
BTF	11 juillet 2018	7 380 000 000
BTF	18 juillet 2018	3 632 000 000
BTF	25 juillet 2018	7 191 000 000
BTF	1 août 2018	7 636 000 000
BTF	8 août 2018	6 350 000 000
BTF	15 août 2018	4 089 000 000
BTF	22 août 2018	7 527 000 000
BTF	29 août 2018	5 228 000 000
BTF	12 septembre 2018	8 779 000 000
BTF	19 septembre 2018	6 749 000 000
BTF	26 septembre 2018	4 822 000 000
BTF	10 octobre 2018	4 734 000 000
BTF	24 octobre 2018	5 685 000 000
BTF	7 novembre 2018	4 847 000 000
BTF	21 novembre 2018	2 988 000 000
BTF	5 décembre 2018	2 175 000 000
BTF	4 janvier 2019	5 257 000 000
BTF	30 janvier 2019	6 145 000 000
BTF	27 février 2019	5 540 000 000
BTF	27 mars 2019	4 755 000 000
BTF	25 avril 2019	4 890 000 000
BTF	22 mai 2019	4 334 000 000
BTF	19 juin 2019	997 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2018 - 2021) au 30 juin 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2018	57 327 528 525			
FR0011237643	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2018	9 870 528 525 (1)	1,07015	9 223 500 000	0
FR0010670737	OAT 4,25 % 25 octobre 2018	27 527 000 000			0
FR0011523257	OAT 1,00 % 25 novembre 2018*	19 930 000 000			20 000 000
	Échéance 2019	135 136 688 359			
FR0013101466	OAT 0,00 % 25 février 2019*	10 880 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25 % 25 avril 2019	30 198 000 000			0
FR0011708080	OAT 1,00 % 25 mai 2019*	16 880 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,30 % 25 juillet 2019	12 842 620 800 (1)	1,09392	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,50 % 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 578 585 100
FR0010776161	OAT 3,75 % 25 octobre 2019	33 075 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,50 % 25 novembre 2019*	22 377 000 000			5 000 000
FR0000570954	OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019	39 674 666 (2)		6 692 154	-
	Échéance 2020	172 970 454 600			
FR0013232485	OAT 0,00 % 25 février 2020*	24 209 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	38 946 000 000			0
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020*	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 502 454 600 (1)	1,25566	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020*	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	144 336 775 760			
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021*	20 390 000 000			0
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021*	7 119 053 760 (1)	1,02936	6 916 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021*	29 504 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 080 722 000 (1)	1,03599	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	39 891 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2017 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Dette à moyen et long terme (échéances 2022 et plus) au 30 juin 2018

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2022	126 439 201 240			
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			508 888 400
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022*	25 105 000 000			0
FR0010899765	OATéi 1,10 % 25 juillet 2022	21 223 261 250	(1)	1,11625	19 013 000 000
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	32 445 000 000			0
	Échéance 2023	135 108 662 303			
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023*	25 861 000 000			0
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 371 565 200
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023*	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	18 486 466 400	(1)	1,12688	16 405 000 000
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			440 085 000
	Échéance 2024	93 796 688 440			
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024*	5 062 000 000			0
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024*	34 810 000 000			0
FR0011427848	OATéi 0,25 % 25 juillet 2024*	16 899 688 440	(1)	1,04532	16 167 000 000
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024*	37 025 000 000			51 000 000
	Échéance 2025	104 043 810 338			
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025*	9 986 882 220	(1)	1,02714	9 723 000 000
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025*	36 156 000 000			0
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	29 593 928 118			2 851 064 400
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025*	28 307 000 000			0
	Échéance 2026	97 898 000 000			
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026*	31 870 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026*	30 214 000 000			0
	Échéance 2027	90 679 895 900			
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027*	31 451 000 000			0
FR0011008705	OATéi 1,85 % 25 juillet 2027	21 774 895 900	(1)	1,10002	19 795 000 000
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	37 454 000 000			65 043 600
	Échéance 2028	44 465 736 024			
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028*	7 062 136 410	(1)	1,02543	6 887 000 000
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	26 599 614	(3)		46 232 603
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028*	33 272 000 000			0
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028*	4 105 000 000			0
	Échéance 2029	43 834 198 548			
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	32 613 880 458			2 977 646 100
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 220 318 090	(1)	1,28465	8 734 144 000
	Échéance 2030	44 427 739 970			
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030*	33 208 000 000			0
FR0011982776	OATéi 0,70 % 25 juillet 2030*	11 219 739 970	(1)	1,03189	10 873 000 000
	Échéance 2031	38 535 000 000			
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031*	38 535 000 000			71 500 000
	Échéance 2032	45 628 983 000			
FR0000188799	OATéi 3,15 % 25 juillet 2032	13 466 660 400	(1)	1,27224	10 585 000 000
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 307 157 400
	Échéance 2033 et plus	239 167 142 070			
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034*	5 644 000 000			0
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	26 678 000 000			4 908 337 000
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036*	26 143 000 000			0
FR0013327491	OATéi 0,10 % 25 juillet 2036*	3 542 385 000	(1)	1,01211	3 500 000 000
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 814 931 400
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039*	10 793 000 000			0
FR0010447367	OATéi 1,80 % 25 juillet 2040	14 079 539 500	(1)	1,17850	11 947 000 000
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	33 670 000 000			6 908 699 000
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045*	24 908 000 000			1 150 710 000
FR0013209871	OATéi 0,10 % 25 juillet 2047*	8 069 217 570	(1)	1,02701	7 857 000 000
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048*	22 018 000 000			567 000 000
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	14 926 000 000			7 702 118 000
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	13 055 000 000			7 030 504 100
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066*	9 107 000 000			322 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2018 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,9 %	05/2018
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,7 %	06/2018
Taux de chômage (BIT)	9,2 %	T1-2018
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	2,0 %	06/2018
ensemble hors tabac	1,7 %	06/2018
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,0 Md€	05/2018
" "	-5,2 Md€	04/2018
Solde des transactions courantes, cvs	-2,9 Md€	05/2018
" "	-1,3 Md€	04/2018
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,68 %	26/7/2018
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,32 %	26/7/2018
Euro / dollar	1,17	26/7/2018
Euro / yen	129,91	26/7/2018

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

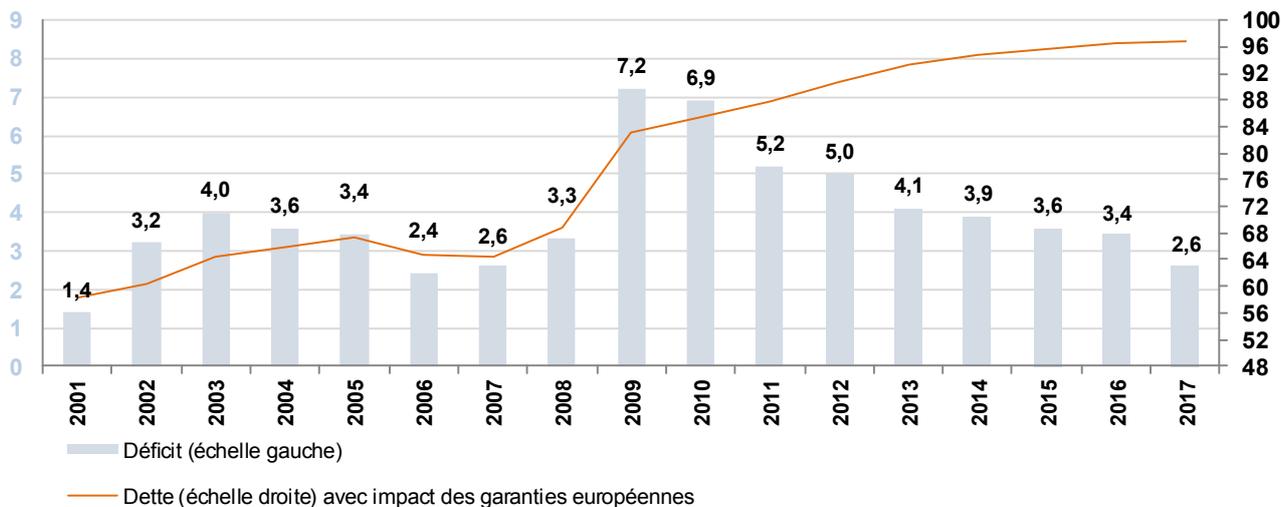
En milliards d'euros

			niveau à la fin mai		
	2016	2017	2016	2017	2018
Solde du budget général	-75,85	-73,35	-38,93	-39,48	-32,19
Recettes	303,97	313,59	126,37	127,83	132,55
Dépenses	379,82	386,94	165,30	167,31	164,74
Solde des comptes spéciaux du Trésor	6,80	5,53	-26,74	-26,97	-22,89
Solde général d'exécution	-69,05	-67,67	-65,67	-66,45	-55,08

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

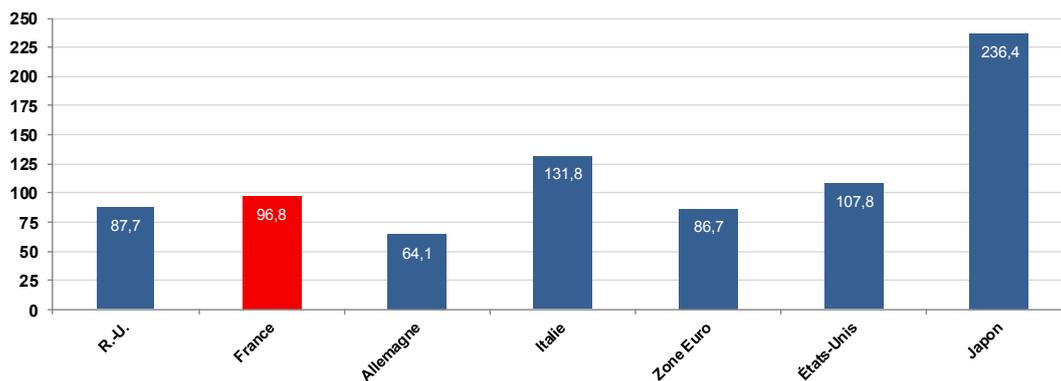
En % du PIB



Sources : Insee

Dette des administrations publiques en 2017

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

Calendriers des indicateurs économiques français

Août 2018		Septembre 2018	
7	Commerce extérieur en valeur en juin	7	Production industrielle : indice de juillet
7	Balance des paiements en juin	7	Commerce extérieur en valeur en juillet
10	Production industrielle : indice de juin	7	Balance des paiements en juillet
10	Estimation flash de l'emploi salarié : T2 2018	11	Emploi salarié : T2 2018
14	Prix à la consommation : indice de juillet	13	Prix à la consommation : indice d'août
14	Réserves nettes de change en juillet	14	Réserves nettes de change en août
17	Inflation (IPCH) : indice de juillet	17	Inflation (IPCH) : indice de juillet
23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'août	21	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T2 2018
23	Investissements dans l'industrie : enquête de juillet	25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de septembre
28	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'août	26	Conjoncture auprès des ménages : enquête de septembre
29	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés T2 2018	28	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - T2 2018
29	Consommation des ménages en biens en juillet	28	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indices d'août
31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de juillet	28	Consommation des ménages en biens en août
		28	Construction de logements en août

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright « ©Agence France Trésor ».